

que la situation a changé, comme au Québec, par exemple; son intention arrêtée de résoudre les problèmes à huis clos, de déléguer les responsabilités aux spécialistes au lieu d'exposer la situation au grand jour et de tenir des discussions logiques; enfin, sa tendance et celle de son gouvernement à nous mettre devant le fait accompli, comme les projets de loi sur le drapeau et l'unification, en adoptant une attitude intransigeante. Ils estiment être infaillibles parce qu'ils sont libéraux. (*Applaudissements*)

Ces applaudissements témoignent encore une fois du peu de clairvoyance des vis-à-vis. Ce sont les mêmes qui siégeaient ici en 1956. Le premier ministre se prélassait dans le sentiment de son pouvoir, caressé par le soleil de l'approbation, bénéficiant de la publicité d'un centenaire dont les fondements avait été jetés avant qu'il entre en fonctions. Mais sa manière de procéder, sa répugnance à rester fidèle à ses convictions et à se confier au peuple, ainsi que son refus des chemins clairs et bien tracés, ont multiplié les motifs de mécontentement. Ce sont des choses qu'on remet de plus en plus en question.

• (9.00 p.m.)

Le premier ministre a réussi à surmonter ses difficultés. Il a su donner au truquage politique l'apparence des actions d'un homme d'État, ce à quoi ses députés de l'arrière-banc aspirent ardemment, surtout ceux qui n'ont pas le courage de se lever pour proclamer ce qu'ils disent de leur siège. Le premier ministre a réussi à survivre aux débâcles qui auraient pu renverser son gouvernement, grâce à l'appui ferme et soutenu de ses alliés de la presse, entre autres choses. Chaque mot, chaque geste... (*Exclamations*)

Les honorables vis-à-vis rient, monsieur l'Orateur, mais leur chef lui-même fait le même reproche. Comme je le disais, chaque mot, chaque geste du premier ministre est amplifié de façon disproportionnée par les journaux qui se dévouent à sa cause. Ils ont oublié ses faux-pas—et il y en a eu beaucoup Dieu le sait—ils ont placé sa carrière au-dessus des besoins du Canada, et ils ont montré que leur fidélité était à toute épreuve. Même une déclaration insipide comme le discours du trône, qui ne porte pas trace de projet ou de programme et n'est qu'un recueil ampoulé de glanures dans le style du *Whittaker's Almanac*, a été saluée par un journal comme un nouveau sermon sur la Montagne.

Aussitôt ces mots publiés, le journal se rétractait dans son édition de ce matin. Le gouvernement actuel est devenu l'image même

[M. Nielsen.]

de la médiocrité triomphante. Il est prêt à tout moment à sacrifier les fondements mêmes de notre démocratie pour s'assurer des sièges. Cela ne peut durer indéfiniment. Déjà, la roue commence à tourner et les Canadiens veulent et attendent quelque chose de plus.

Tous les visiteurs distingués, les chefs d'État, tous les boniments pour l'Expo, tous les banquets, dîners et discours ne peuvent masquer le fait que l'unité nationale est menacée et que le gouvernement actuel reste absolument impassible. C'était l'énoncé de la théorie des deux nations; la genèse de la formule d'abstention facultative, les deux régimes de pensions, les deux drapeaux et tous les autres éléments de discorde qui éloignent le Québec du reste du Canada, y compris le droit de conclure des traités avec les États étrangers. Cela était dangereux, cela divisait, non seulement en sapant le Canada, mais parce que c'était faux.

Le Québec n'est qu'une province, tout comme l'Ontario. Ériger une province au-dessus des autres, ce n'est pas seulement la détruire en l'isolant; c'est aussi détruire la Confédération. Le gouvernement aurait dû affirmer l'égalité de toutes les provinces qui recevront chacune le même traitement en vertu de la constitution et non pas le régime particulier d'un État étranger. Voilà ce qu'affirme depuis tant d'années le leader de l'opposition en plaçant pour l'unité du Canada.

**M. l'Orateur suppléant (M. Richard):** A l'ordre. Je regrette d'informer le député que son temps de parole est expiré.

**Des voix:** Continuez.

**Des voix:** Non.

**M. l'Orateur suppléant (M. Richard):** Le député de Laval (M. Rochon) a la parole.

[*Français*]

**M. Jean-L. Rochon (Laval):** Monsieur l'Orateur, nous venons de terminer la session la plus longue dans l'histoire de notre pays.

Le gouvernement libéral, réélu en novembre 1965, voulant se montrer digne de la confiance du peuple canadien, a présenté et fait adopter par le Parlement, quoi qu'en pense mon préopinant, toute une série de lois dont les effets bienfaisants se feront sentir dans tous les domaines de l'activité et de l'économie nationales et dont profiteront toutes les classes de la société, les riches comme les pauvres, les puissants comme les humbles. Toutefois ces lois démontreront au monde